

LA GÉOGRAPHIE : POURQUOI ? COMMENT ?

Teresa BARATA-SALGUEIRO

Abstract

Geography: Why? and How ?

I explain the development of my thinking as outcome of two main sets of interrelated influences : (i) the literature and the teachers that help me to discover and understand the world ; (ii) the social engagement that challenges and allows to test the theories.

Recognising the richness of geography, given its broad scope, I point its importance : (i) for the social integration and to inform citizenship ; (ii) to inform spatial decisions and policy making; (iii) to contribute to policy assessment and evaluation.

Keywords

urban change, theoretical approaches, geographical perspectives, competences, applicability

Mots-clés

changement urbain, approches théoriques, perspectives géographiques, compétences, applicabilité

I. UN PARCOURS INFLUENCÉ PAR LES MAÎTRES ET LES PRATIQUES

Le planisphère et d'autres cartes au mur de la salle de classe au lycée me faisaient rêver et m'ont fait faire beaucoup de voyages imaginaires quand le cours n'était pas particulièrement intéressant. Ces cartes et mon professeur de géographie sont probablement les raisons qui expliquent mon choix pour la géographie.

À l'université, O. Ribeiro m'a fait découvrir la géographie humaine, en 2^e année, selon l'école régionale française ; et Isabel Medeiros, en 3^e, m'a transmis sa passion pour la géographie urbaine, encore d'influence française avec G. Chabot, mais principalement J. Beaujeu-Garnier et le fonctionnalisme dans l'organisation urbaine, les grands groupes de villes dans le monde. Avec elle, j'ai découvert l'histoire inscrite dans la morphologie urbaine, dans le tracé des différents quartiers, l'organisation fonctionnelle des villes considérées comme des organismes vivants.

Dans une de ces excursions annuelles de géographie qui se faisaient à cette époque-là, j'ai connu J. Gaspar, doctorant récemment rentré de Suède. Il nous enthousiasmait avec la théorie des places centrales, des nouvelles méthodes de recherche, la quantification, la méthode déductive, l'importance des théories et des modèles. Au concept de région de l'École française, il opposait la région polarisée par une ville et organisée en système. C'est sur ses conseils que j'ai décidé de demander une bourse pour aller étudier avec B. Berry

à l'Université de Chicago où j'ai passé un an et demi et obtenu un master.

Avant de partir aux États-Unis, j'avais eu l'occasion de travailler dans un bureau d'architecture et d'urbanisme engagé dans la récupération et la réintégration des quartiers spontanés de Lisbonne. La réflexion sur la pratique et les difficultés de trouver des solutions m'ont conduite aux questions de la propriété du sol en milieu urbain, la valorisation artificielle des terrains facilitée par les plans d'urbanisation, l'importance de la législation très peu adaptée à des régions à forte dynamique de croissance, à la spéculation foncière et aux difficultés d'accès au logement.

À Chicago, j'ai été plongée dans le positivisme et la géographie anglo-saxonne. Mais la richesse de la bibliothèque de l'université et les librairies du campus m'ont aussi permis de découvrir d'autres courants. En fait, j'ai également lu M. Castells et D. Harvey, au moment où ce dernier opérait une migration du positivisme vers le marxisme et la géographie radicale.

Ces influences mélangées marquent le début de mon propre parcours de recherche. Comme références théoriques, j'avais ramené des États-Unis le goût pour les théories, les discussions des concepts, la recherche en chaque situation de la manifestation des principes d'organisation générale, l'effort de quantification. L'économie me semblait la discipline la plus intéressante pour aider à expliquer en géographie ; soit à cause de l'importance de la distance dans les phénomènes de localisation, soit pour comprendre les processus dictés par

le fonctionnement des marchés. Pourtant, l'explication selon les principes de la pure économie ne me satisfaisait pas complètement et j'ai commencé à incorporer les influences de l'interprétation radicale. Celle-ci privilégiait les acteurs et les processus sociaux pour expliquer la production de l'espace. Je n'avais aucun doute sur le fait que l'espace habité était un produit social et que la géographie était une science sociale ; d'autant plus que Harvey (1968) soutient également cette thèse.

J'ai choisi la rente foncière et la production de l'espace urbain comme problème de recherche et Harvey, Castells, Lipietz, Granelle mais surtout Lefevre ont été vraiment importants pour aider à comprendre cette thématique. La révolution démocratique du Portugal eut lieu en 1974, peu après ma rentrée des États-Unis. Si, d'un côté, cet événement a retardé l'avancée de mon doctorat, d'un autre côté, il m'a donné d'énormes opportunités en termes d'engagement social, de liaison théorie-pratique, de réflexion et de recherche de solutions pour les problèmes du logement et aménagement du territoire. Ceci sans parler également de la pratique de l'enseignement à l'université où le boom du nombre d'étudiants s'affirmait. Beaucoup de chercheurs étrangers sont venus à Lisbonne comme observateurs ou conseillers. J'ai participé à des réunions de travail fort intéressantes avec M. Castells et des urbanistes de Barcelone qui avaient des problèmes semblables aux nôtres concernant la crise du logement. La production de la « ville informelle », le rôle des acteurs, les politiques du logement, la contrainte liée à la propriété privée du sol en milieu urbain et la valorisation du capital foncier ainsi que les luttes urbaines ont dominé mes préoccupations scientifiques et mon engagement social à cette époque.

Les modèles et les formes de développement organisées du monde développé étaient bien insatisfaisants face à une réalité très dynamique, avec une répartition très inégale des ressources, où la lutte politique défiait et bien souvent menaçait les consensus nécessaires pour aboutir à des solutions. L'expérience de l'Amérique latine ou de l'Espagne était alors plus intéressante comme bases à la réflexion que celle des États-Unis.

De l'étude du logement, je suis passée à celle du commerce. J'ai, dans un premier temps, considéré la structure commerciale des villes comme une armature selon l'application de la théorie des places centrales par B. Berry (1967), mais très vite, je me suis intéressée aux enjeux posés par la révolution des grandes surfaces. Ce mouvement avait timidement commencé à la fin des années 60, puis a stagné, pour vraiment s'affirmer rapidement après 1985 au Portugal. J'ai étudié les facteurs du changement, avec le passage au commerce de distribution et les impacts de cette évolution sur les entreprises commerciales et sur l'organisation du commerce des villes (T. Barata-Salgueiro, 1996). De l'étude de la structure, je suis passée à celle du consommateur,

aux changements des rôles des acteurs dans le circuit de distribution des marchandises, et hélas aux théories de la consommation.

Les études du commerce m'ont fait découvrir Bernadette Mérenne-Schoumaker (entre autres 1987 et 1992) et le caractère exceptionnel de son organisation, la clarté de ses exposés, la systématisation remarquable et la précision de ses idées. En tant qu'admiratrice, tous ses livres m'ont été très utiles pour mes recherches et mes cours ; je les ai souvent recommandés à mes étudiants. Les échanges d'idées, le partage de préoccupations et d'expériences similaires ont aidé à nouer notre relation d'amitié. C'est aussi avec elle que je me suis intéressée aux questions de la didactique de la géographie, thème que je n'avais jamais approfondi.

Le commerce et la consommation m'ont fait lire Veblen, Campbell, Max Weber et Baudrillard, mais aussi l'approche du behaviorisme et des phénoménologues. Progressivement, j'ai découvert la relativité des décisions humaines ; car l'homme rationnel de la théorie économique n'existe que dans le monde de la théorie. La décision de choisir une localisation ne découle pas exclusivement de raisons logiques et rationnelles. Elle comporte des données apparemment irrationnelles parce qu'elle est influencée par des représentations, par la vision du monde de chacun, par la sphère affective, la valeur que les gens donnent aux lieux. Butimer, Relph, Tuan, Duncan, mais spécialement D. Ley, m'ont donné des motifs de réflexion, même si je n'ai pas utilisé leurs enseignements en profondeur.

Mon parcours montre une certaine oscillation entre périodes de plus fort engagement avec les lectures et la pensée théorique et périodes dominées par l'engagement social et la recherche empirique. Ma préoccupation sociale, qui s'est initiée avec les quartiers spontanés et la question du logement, s'est poursuivie dans les réflexions sur l'exclusion sociale et a abouti à la restructuration urbaine. Ici, j'ai privilégié deux voies principales de raisonnement. D'un côté, l'idée que l'exclusion et la marginalisation s'étendent aussi aux territoires et aux entreprises. Traditionnellement, les processus d'exclusion sont liés aux personnes. Néanmoins, on trouve le même type de processus dans les entreprises avec, par exemple, la différence entre PME traditionnelles du commerce et grandes surfaces. Mais ce processus s'observe aussi dans les territoires. En fait, certains milieux accumulent des désavantages : soit par concentration de logements dégradés ou de promotion sociale, type HLM, des résidents pauvres ou appartenant aux minorités, soit par le manque d'accessibilité ou par la présence de nuisances ou encore des lieux qui ont une mauvaise image à cause des fonctions antérieures. Ces milieux sont marginalisés dans le marché immobilier et ne sont pas intéressants pour les investisseurs. Les familles de classe sociale élevée donnent au territoire son *status* comme Pinçon et Pinçon Charlot (1992) l'ont montré ; les activités nuisan-

tes font de même en sens inverse, dans un processus de marginalisation des sites. D'un autre côté, les études sur la localisation des exclus et des groupes plus aisés, sur les condominiums fermés qui commençaient à avoir une présence importante dans la production de logements, et sur la gentrification, m'ont conduit à une compréhension différente de la structure sociale des villes. J'ai senti la nécessité de regarder la diversification sociale, faisant appel à plusieurs dimensions, et d'introduire une classification plus fine que celle des classes sociales. Cette idée est, dans l'essentiel, influencée par des lectures sur la société de consommation, la nécessité d'un langage de communication, d'identité et de *status* qui utilise les symboles de la consommation, dans la séquence des intuitions de Veblen à la fin du XIX^e siècle.

Les enclaves des riches et celles des exclus, tout comme les nouvelles centralités se dispersent, donnant aux villes étalées sur de vastes surfaces une structure différente de la structure traditionnelle étudiée par les sociologues et géographes de l'École de Chicago. Cette dernière parle de ville unifiée, avec une structure hiérarchisée dominée par un centre et socialement ségréguée. J'ai fait appel à une production nouvelle – « la ville fragmentée » (Barata-Salgueiro, 1998 et 2001) – car il me semble qu'elle est le résultat de processus de fragmentation dans le sens de cassures, de coupures à beaucoup de niveaux, dans tous les secteurs d'activité et d'organisation sociale. Ceci inclut également le gouvernement des régions métropolitaines, ainsi que l'offre des immeubles sur le marché. Les études sur la régénération urbaine ne font plus qu'éclairer le rôle des acteurs-clés et de la planification dans la production de cette nouvelle réalité.

En effet, dans les années 1990, après les travaux sur les villes globales et la dualisation croissante de la structure sociale de Castells et Sassen, se sont multipliées des œuvres qui proposent des noms pour montrer qu'il y a une nouvelle ville en train de se former. Des *edges cities* à la *metapolis*, ce mouvement traduit bien que la recherche était consciente des processus profonds de mutation des territoires qui allaient de pair avec la restructuration économique et technologique commencée dans les années 1970. Dans le cadre de cette restructuration qui s'inscrit dans un contexte de globalisation, la compétitivité s'accroît entre villes et régions à toutes les échelles et contribue à la transformation des politiques et la gouvernance au niveau local.

L'étalement sur des territoires vastes et polycentriques transforme les villes en « régions urbaines » croisées chaque jour en tous sens par des flux variés qui contribuent aux problèmes du développement durable. En même temps, les plans stratégiques et les campagnes de *marketing* essaient d'augmenter l'attractivité grâce à de nouvelles fonctions. La culture, la créativité et la connaissance sont devenues des piliers de développement et nous assistons, un peu partout, à des interventions importantes dans les tissus dégradés ou abandonnés

par l'industrie et à sa « régénération » par le tourisme, le commerce, les services de loisirs-culture, les bureaux, quelquefois aussi par des activités innovantes de haute technologie. Ces interventions montrent l'importance du capital immobilier, de sa circulation à l'échelle internationale, et de nouveaux rapports qui se tissent entre le secteur public, les entreprises et les organisations sociales, dans le cadre d'une nouvelle forme de gouvernance.

Les thèmes se multiplient, l'explication perd son caractère unificateur pour céder le pas à plusieurs lignes d'interprétation que revendiquent les géographes post-modernes, dont E. Soja, M. Dear, A. Amin, N. Thrift sont peut-être les plus connus.

II. À QUOI SERT LA GÉOGRAPHIE ?

Je crois que ma vision de la géographie n'a pas changé beaucoup avec cet itinéraire scientifique qui, à certains moments, m'a conduit à changer de thèmes et de méthodes d'analyse. En effet, je pense que j'ai toujours tourné autour de la même question : celle de la production et de l'appropriation de l'espace urbain par les différents acteurs. En effet, ces processus conditionnent la capacité d'accès et la vie quotidienne des personnes (le vécu) dans l'espace. Je continue à m'interroger sur les raisons des localisations à deux niveaux : d'un côté, vues dans le cadre d'un réseau de relations multiples ; de l'autre, chaque localisation est le produit des choix des acteurs qui prennent des décisions dans un contexte spécifique qui est local, mais aussi pénétré et conditionné par des forces extérieures, souvent à l'œuvre à l'échelle globale.

De mon point de vue, faire de la science est un métier plein de responsabilités sociales. L'enseignement universitaire apporte une contribution fondamentale pour le futur grâce à la formation des jeunes générations et à la diffusion des connaissances. En même temps, la recherche avancée est le pilier d'une compétitivité accrue. De plus, la géographie tient un rôle très central au niveau du savoir vu l'importance de la connaissance du territoire et de ses processus de changement. Elle a une mission d'information de la sphère politique et d'aide à la décision.

La géographie a toujours été concernée par l'organisation de la surface de la Terre et ce avec deux grandes finalités qui se sont développées et consolidées dans le temps. D'un côté donner des capacités aux gens, par l'enseignement ou par la diffusion des connaissances, facilitant leur intégration sociale. Cela veut dire avoir une participation consciente et informée de la part de la population. Ceci est directement lié à l'exercice de la citoyenneté. De l'autre côté, les connaissances géographiques servent à informer les politiques, à faciliter les prises de décisions pour l'aménagement du territoire aussi bien qu'à faire sa critique et son évaluation.

Le premier objectif peut se voir dans la tradition du XIX^e qui faisait appel à la géographie et l'histoire comme

outils de politique au service de l'identité nationale, produit d'une histoire plus ou moins héroïque, et d'un territoire avec certaines spécificités. Cette utilisation de la géographie est à la base de son importance dans les programmes scolaires. Les grands bouleversements (politiques, économiques et sociaux) du XX^e ont contribué naturellement à changer l'attitude envers la géographie. Dans la communauté scientifique, il y a ceux qui soutiennent qu'on assiste à une phase de déclin de son importance dans un monde déjà complètement connu où les déplacements sont très faciles et les appartenances identitaires plus mouvantes et souvent multiples. D'un autre côté, il y a tous ceux qui affirment que les spécificités locales sont de plus en plus importantes dans un scénario d'homogénéisation croissante et de multiples appartenances, qui requièrent l'exercice d'une citoyenneté responsable en termes civiques et environnementaux. La géographie scolaire commence même à revendiquer son rôle dans l'éducation à l'environnement et la citoyenneté.

Quant à la question de l'applicabilité de la géographie et de l'organisation de l'espace, elle est de plus en plus centrée sur deux objectifs, pas nécessairement indépendants, qui sont la localisation des activités et le développement des territoires. La question de la localisation et de l'aménagement des activités dans l'espace est étroitement liée à la question des conditions locales, des facilités ou des problèmes, des impacts et des risques. Les questions de développement impliquent le choix d'une voie à suivre pour une région. Pour cela, il faut définir des activités à privilégier, ceci en fonction d'une bonne connaissance de la situation initiale et de l'évaluation des opportunités pour atteindre un certain but. Le développement des plans stratégiques a donné à la géographie une position plus favorable dans les équipes d'aménagement car ils ne sont pas dessinés comme les plans d'aménagement pour lesquels les architectes et les ingénieurs avaient toujours la place principale.

Les programmes d'origine européenne ont obligé les pays à développer des outils d'évaluation et de monitoring des politiques avec des indicateurs, situation pour laquelle on fait souvent appel à la géographie.

Différentes méthodes et approches théoriques ne retirent pas à la géographie sa préoccupation fondamentale qui est de comprendre l'organisation de la surface de la Terre par les sociétés, de plus en plus technicisées. D'ailleurs, cette capacité technique immense que nous avons et les pratiques basées sur des résultats qui ne sont pas totalement fiables sont responsables, d'abord de la croissance des risques et de leur élargissement (des risques naturels à ceux d'origine technologique). Ensuite, ils sont responsables de la croissance des préoccupations concernant notre modèle de développement durable.

Questions remarquables pour la géographie.

Après avoir réfléchi sur la géographie et ses différents courants méthodologiques, je sens que la richesse et la

spécificité qui ont fait de la géographie un savoir important sont liées à son caractère élargi, à sa place entre les sciences de la nature et de la société. Cette position conditionne un grand nombre de pratiques et de compétences des géographes, notamment la capacité de comprendre et d'intégrer dans l'explication des savoirs de différentes origines, de faire appel aux travaux d'autres disciplines (il suffit de comparer les bibliographies des textes de géographes avec ceux des sociologues, par exemple, pour voir la différence), ainsi que de travailler en groupes pluridisciplinaires, d'exploiter le travail de terrain et d'utiliser la cartographie comme outil de recherche et de présentation des conclusions. Les compétences spécifiques développées par la géographie chez les étudiants sont très importantes pour les personnes engagées dans l'aménagement et la maîtrise du territoire, soit l'aménagement urbain ou rural, la protection contre le risque, les effets probables du changement climatique, les décisions de localisation des entreprises, des services ou des maisons.

Mais les géographes ont un défi qui est celui de la spécialisation et de l'intégration. En fait, l'évolution de la recherche en géographie a été dans le sens de la spécialisation accrue. Nous travaillons davantage avec des collègues d'autres disciplines, soit dans le domaine des sciences physiques, soit dans celui des sciences sociales, qu'avec des géographes. Cette tendance extrême de spécialisation que la géographie universitaire a connue dans le dernier quart de siècle se traduit par une croissante difficulté (de la part des professeurs) à appliquer la vision holistique qu'on veut défendre en géographie. Il semble que nous attendons de nos élèves qu'ils réalisent l'intégration que l'école ne permet pas. C'est seulement par le travail en équipe, l'intensification du travail de terrain développé en commun pour plusieurs cours, l'appel à des méthodes d'apprentissage innovantes que nous pourrions valoriser les compétences qui sont essentielles au métier de géographe.

En termes de méthodes de travail, je dois souligner l'importance de deux points : la pratique du travail de terrain et la cartographie thématique, voire les SIG. Le travail de terrain aide à entraîner l'observation et à poser des questions, mais aussi à tester des hypothèses (je ne reviens pas nécessairement sur la démarche inductive) et à écouter les gens, ayant une place fondamentale dans la formation des étudiants. À mon avis, un des problèmes de la massification de l'université et des influences de la géographie quantitative a été l'éloignement du champ d'analyse de la réalité vécue.

Si la cartographie thématique a toujours été un outil et un produit des démarches explicatives en géographie, les SIG sont aujourd'hui indispensables à la recherche et à l'information pour la prise de décision sur le territoire. C'est la capacité d'interrogation et de compréhension des processus toujours à l'œuvre dans l'espace à travers le travail social qui font la richesse de la géographie. Elle justifie la présence des géographes en groupes de

travail avec des missions très diversifiées, des effets du changement climatique à la délimitation des zones de risques naturels, des politiques de migration aux plans de développement régional, de la réhabilitation des quartiers aux plans stratégiques des villes et régions, des études sur le comportement électoral des citoyens aux études d'impacts, des plans d'aménagement aux études de localisation, des études sur les transports aux évaluations des politiques, entre autres.

Même si l'université change lentement, elle est toujours passionnante, principalement à cause des étudiants et des enjeux que la recherche en géographie, dans sa diversité, contient. Si on quitte l'enseignement, on peut longtemps continuer à faire de la recherche.

BIBLIOGRAPHIE

- BARATA-SALGUEIRO T. 1996. *Do comércio à Distribuição. Roteiro de uma mudança*. Oeiras, Celta.
- BARATA-SALGUEIRO T. 1998. Marginalidades e Exclusão nas Metrópoles em T. Barata Salgueiro (coord.). *Globalização e Reestruturação Urbana*. Lisboa. CEG/UL, pp. 81-118.
- BARATA-SALGUEIRO T. 2001. *Lisboa. Periferia e Centralidades*. Oeiras : Celta (230 pages), en français : 2006, *Lisbonne. Périphérie et centralités*, Paris : L'Harmattan.
- BERRY B. 1967. *Geography of Market Centers and Retail Distribution*. Englewood Cliffs (NJ) : Prentice-Hall, en français 1971, *Géographie des marchés et du commerce de détail*, Paris : A. Colin.
- BERRY B. & HORTON F. 1970. *Geographic Perspectives on Urban Systems*. Englewood Cliffs (NJ) : Prentice-Hall.
- CASTELLS M. 1972. *La question urbaine*. Paris : F. Maspero.
- HARVEY D. 1968. *Explanation in Geography*. Londres : Arnold.
- HARVEY D. 1973. *Social Justice and the city*. Londres : Arnold.
- LEFEBVRE H. 1968, *Le Droit à la ville*. Paris : Anthropos.
- MÉRENNE-SCHOUMAKER B. 1987. Géographie et analyse du commerce urbain : bilan et perspectives. *Recherches de géographie Urbaine. Hommage au Professeur J.A. Sporck*. Liège : Société géographique de Liège et Presses Universitaires de Liège, pp. 325-335.
- MÉRENNE-SCHOUMAKER B. 1992. La localisation des grandes enseignes commerciales. Quelques observations à partir du cas de la Belgique. *Commerce, aménagement et urbanisme commercial* (éd. T. Barata-Salgueiro). Actes du Colloque International de Lisbonne. Lisbonne : Union Géographique Internationale, pp. 105-119.
- MÉRENNE-SCHOUMAKER B. 1996. *La Localisation des Services*. Paris : Nathan.
- PINÇON M. & PINÇON-CHARLOT M. 1992. *Quartiers bourgeois. Quartiers d'affaires*. Paris : Ed. Payot.
- SASSEN S. 1981. *The global city : London, New York, Tokyo*. Princeton (NJ) : Princeton University Press.
- VEBLEN T. 1899. *The theory of the Leisure Class*. Macmillan Co., en français : 1970, *Théorie de la classe de loisir*. Paris : Gallimard.

Coordonnées de l'auteure :

Teresa BARATA-SALGUEIRO
Professeure ordinaire
IGOT (Institute of Geography and Spatial Planning)
Université de Lisbonne
tbs@fl.ul.pt

